

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/RUS/23

28 novembre 2001

(01-6064)

**Groupe de travail de
l'accession de la Fédération de Russie**

Original: anglais

GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mesures et politiques de soutien à l'agriculture dans la Fédération de Russie

La Mission permanente de la Fédération de Russie a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après sur les "mesures et politiques de soutien à l'agriculture dans la Fédération de Russie" en demandant qu'il soit communiqué aux membres du Groupe de travail.

Mesures et politiques de soutien à l'agriculture dans la Fédération de Russie

La situation de l'agriculture russe est très différente de celle du secteur agricole de n'importe quelle économie développée. Pour garantir sa sécurité alimentaire et améliorer l'efficacité de son économie rurale, la Russie doit appliquer un grand nombre de mesures relevant à la fois de la catégorie verte (les besoins prévisionnels sont indiqués à l'annexe 2) et de la catégorie orange (les besoins prévisionnels figurent à l'annexe 1).

En raison de la nécessité de supprimer les distorsions structurelles et de résoudre les problèmes d'inefficacité de la production dans l'agriculture, le versement de diverses subventions aux producteurs agricoles reste une mesure indispensable, quoique temporaire, dans un avenir prévisible. Les mesures relevant de la catégorie orange ont notamment pour objectif d'améliorer radicalement l'efficacité de la production agricole, ce qui nécessite le développement de l'approvisionnement en intrants.

Le recours à des mesures de soutien s'explique aussi par le fait que les mécanismes de marché et les investissements privés ne suffisent pas à eux seuls à résoudre tous les problèmes accumulés au cours des décennies de planification centralisée et des années de réforme économique. À mesure que l'efficacité de la production s'améliore, les mesures de la catégorie verte seront plus largement employées tandis que celles de la catégorie orange perdront progressivement de leur importance.

La Russie accorde une grande importance aux mesures de la catégorie verte. Ces mesures sont destinées à favoriser une réforme foncière exhaustive, l'amélioration des infrastructures de marché et du système de distribution et le renforcement de l'orientation vers l'économie de marché. On trouvera des explications détaillées à cet égard dans les Directives principales relatives à la politique agroalimentaire du gouvernement de la Fédération de Russie pour les années 2001-2010 (un tableau récapitulatif des objectifs et des mesures législatives figure à l'annexe 4).

Les mesures prioritaires portent notamment sur l'élaboration et l'adoption d'une loi fédérale concernant la réglementation publique et les modalités des transactions concernant les terrains

agricoles, et sur l'accélération de la production et la mise en œuvre de pratiques commerciales pour garantir une meilleure adaptation des entreprises à l'économie de marché.

Toutefois, dans la majorité des cas les mesures de la catégorie verte ne peuvent avoir d'effet que sur le long terme. Pour résoudre les problèmes à court et moyen terme, il est nécessaire de soutenir les producteurs par des mesures de la catégorie orange. Les objectifs des mesures de cette catégorie sont exposés dans les Directives principales (dont la traduction anglaise a été communiquée au Groupe de travail - voir le document WT/ACC/SPEC/RUS/19). Plusieurs autres éléments de la politique agricole russe sont décrits dans des documents qui ont été communiqués au cours de premier semestre de 2001: WT/ACC/SPEC/RUS/16, "Priorités de la politique agroalimentaire et de la réforme agraire dans la Fédération de Russie et évaluation de la répartition du soutien interne"; WT/ACC/SPEC/RUS/17 et Corr.1, "Soutien interne et subventions à l'exportation dans l'agriculture"; WT/ACC/SPEC/RUS/18, "Législation dans le domaine de l'agriculture"; et la note informelle du 15 juin 2001 "sur différents aspects de la politique agricole et du subventionnement de producteurs agricoles particuliers".

Néanmoins, pour présenter aux membres du Groupe de travail un résumé complet de tous les renseignements qu'ils ont demandés, nous avons établi un aperçu des objectifs, des mécanismes de mise en œuvre et des résultats escomptés des mesures publiques de soutien à l'agriculture dans la Fédération de Russie.

I. OBJECTIFS, MÉCANISMES ET EFFETS DES AIDES VERSÉES AU TITRE DES MESURES DE SOUTIEN DE LA CATÉGORIE ORANGE (VOIR AUSSI L'ANNEXE 1)

1. Restructuration des dettes

La restructuration des dettes des exploitations agricoles se poursuivra dans le cadre d'un programme à moyen terme. Ce programme s'inscrit dans une initiative générale de restructuration de la dette couvrant tous les secteurs économiques, y compris l'agriculture. L'un des instruments juridiques fondamentaux établis à cet égard est le Décret présidentiel n° 65 du 19 janvier 1996 "relatif à l'octroi d'un report pour les arriérés d'impôts, d'amendes et de pénalités appliqués en raison d'une violation de la législation fiscale avant le 1^{er} janvier 1996 aux entreprises et organisations". La restructuration est actuellement régie par la Résolution n° 1002 du gouvernement de la Fédération de Russie en date du 3 septembre 1999 "relative à la procédure et au délai de restructuration des comptes à payer par des entités juridiques en matière d'impôts et de taxes et des arriérés de pénalités et d'amendes dus au budget fédéral". Cette résolution a été modifiée et complétée par la Résolution n° 410 du 23 mai 2001. Les résolutions précitées concernent tous les secteurs de l'économie (sauf les entreprises produisant ou transformant du pétrole), y compris l'agriculture.

De plus, le budget fédéral de 2001 prévoit, à l'article 130, la restructuration des arriérés de dettes (principal, intérêts, pénalités et amendes) sur les impôts et les taxes ainsi que sur les primes d'assurance payables à des fonds publics non budgétaires. Le programme de restructuration prévoit l'annulation complète des pénalités et des amendes au titre de la Résolution n° 458 du 8 juin 2001 du gouvernement de la Fédération de Russie "relative à la procédure et aux conditions de restructuration des arriérés de paiements (principal et intérêts, pénalités et impôts) des exploitations et organisations agricoles en matière d'impôts et de taxes fédéraux et d'arriérés de primes d'assurance destinées à des fonds publics non budgétaires en 2001". De plus, le 1^{er} octobre 2001, le gouvernement de la Fédération de Russie a adopté la Résolution n° 699 "relative à la procédure et aux conditions de restructuration des arriérés de paiement des primes d'assurance destinées à des fonds publics non budgétaires et des pénalités et amendes dues par des organisations à la date du 1^{er} janvier 2001", qui vise l'agriculture entre autres secteurs de l'économie.

Les exploitations agricoles qui n'ont pas entrepris de restructurer leur dette au titre du programme prévu dans la Résolution n° 458 peuvent choisir de suivre les programmes de restructuration instaurés par les Résolutions n° 1002, 410 et 699. Les exploitations agricoles qui n'ont pas d'arriérés d'impôts peuvent restructurer leurs dettes en vertu de la Résolution n° 699.

La restructuration des dettes correspondant à des arriérés de primes d'assurance destinées à des fonds publics non budgétaires peut être considérée comme une mesure relevant de la catégorie verte car ces arriérés concernent des paiements dus au Fonds de pension, au Fonds d'assurance médicale et au Fonds de sécurité sociale; ils ne concernent donc pas la production.

Les impôts et les taxes non acquittés aux budgets fédéral et régional peuvent être considérés comme un manque à gagner pour le budget fédéral et comme une forme d'avantage fiscal pour les exploitations agricoles.

Les dettes sont calculées au 1^{er} janvier 2001. Si le montant de la dette au premier jour du mois dans lequel une demande de restructuration est déposée est inférieur au montant de cette même dette au 1^{er} janvier 2001, c'est le montant du premier jour du mois de dépôt qui sera pris en compte pour la restructuration.

Les autorités fiscales décident d'autoriser la restructuration au titre de la Résolution n° 458 dès lors que tous les paiements dus entre janvier 2001 et la date de cette décision sont entièrement acquittés.

Aux termes de la Résolution n° 458, la durée totale de la restructuration est de dix ans. Le principal doit être remboursé en six ans par versements égaux et tout arriéré de pénalité ou d'amende doit être acquitté dans les quatre années suivantes.

L'intérêt sur la dette (tout montant encore dû à la date du paiement de l'intérêt) est calculé au taux de un dixième du taux annuel de refinancement de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Si un tiers de la dette est remboursé pendant les deux premières années, 50 pour cent des pénalités et des amendes sont annulés. Si les obligations de remboursement de la dette sont pleinement honorées au cours des quatre années suivantes, toute pénalité ou amende restante est entièrement annulée. En d'autres termes, si un débiteur rembourse rapidement ses dettes, la durée de la restructuration peut être ramenée de dix à six ans.

Le remboursement de la dette s'effectue par versements égaux au moins une fois par semestre.

Dans le cadre des Résolutions n° 1002 et 410, le remboursement doit intervenir par versements égaux une fois par trimestre. En l'absence de tout arriéré d'impôt ou de taxe, la restructuration des pénalités et des amendes peut être étendue à dix ans. Les arriérés de pénalités ou d'amendes sont annulés si la moitié du montant total de la dette est remboursée pendant les deux premières années. Tous les arriérés sont annulés si la totalité de la dette est remboursée en quatre ans.

La Résolution n° 1002 ne prévoit que la restructuration des pénalités et des amendes. Elle dispose que si les paiements trimestriels au titre des impôts sont effectués régulièrement et dans leur intégralité, la moitié de la dette peut être annulée en deux ans, et que le montant total de la dette peut ainsi être annulé en quatre ans.

Aux termes de la Résolution n° 699, qui ne peut s'appliquer à aucune dette déjà restructurée au titre de la Résolution n° 458, la restructuration intervient simultanément pour tous les fonds publics sociaux non budgétaires. Une autorité fiscale peut décider d'annuler 85 pour cent des pénalités et des

amendes et d'accorder des reports de paiement pour les 15 pour cent restants ainsi que pour la totalité des arriérés de paiement des primes d'assurance.

Ces remboursements interviennent par versements égaux au moins une fois par trimestre.

Dans tous les cas, une entreprise qui ne respecte pas le calendrier de remboursement ou qui est en retard dans ses paiements fiscaux courants perd son droit à la restructuration. Les autorités fiscales s'assurent du respect des règles de restructuration.

Au terme de cette restructuration des dettes:

- les entreprises pourront renoncer à leurs arrangements de troc et effectuer des transactions monétaires, ce qui améliorera considérablement l'efficacité (et réduira les coûts) de ces transactions pour les producteurs agricoles;
- elles pourront prétendre à des facilités de crédits et les prêts par intermédiaire seront réduits, ce qui diminuera le coût des crédits;
- les transactions économiques seront plus transparentes;
- les producteurs potentiellement efficaces bénéficieront de conditions de travail normales tandis que ceux qui sont inefficaces s'exposeront à des procédures de mise en faillite.

2. Prêts à des conditions favorables

Des prêts à des conditions favorables sont actuellement accordés par le biais de compensations, prélevées sur le budget fédéral, de la différence avec les taux d'intérêt pratiqués par les établissements de crédit, ainsi que par des dotations budgétaires destinées à constituer le fonds de crédit-bail. Des dotations ont été inscrites au budget de 2001 pour financer ces mesures. Le système de prêts saisonniers et de prêts à court terme accordés à des conditions favorables n'est pas lié à la production de marchandises particulières. Il en va de même pour les opérations de crédit-bail, qui constituent une forme de prêt à moyen terme.

Les subventions destinées à compenser la différence avec les taux d'intérêt pratiqués par les établissements de crédit sont versées mensuellement à hauteur de deux tiers du taux de refinancement de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Étant donné que la plupart des producteurs agricoles ont actuellement des retards de paiement, des subventions sont accordées aux entreprises et organisations de production et de transformation de denrées alimentaires du secteur agro-industriel pour qu'elles puissent acheter des intrants agricoles et poursuivre leur transformation.

Le Ministère de l'agriculture est le principal administrateur des subventions et approuve les taux de répartition des subventions aux régions. Il contrôle la mise en œuvre de toutes ces mesures et tient des registres de subventions par région.

Le Ministère de l'agriculture conclut avec une région un accord aux termes duquel celle-ci doit lever, enregistrer et transmettre à l'emprunteur au titre d'un accord de crédit bancaire un montant en rapport avec le montant global de subventions défini dans ledit accord. L'emprunteur et la banque doivent présenter des attestations de paiement pour confirmer que le crédit a bien été employé conformément à son objectif.

L'argent est ensuite prélevé sur le compte courant des pouvoirs exécutifs régionaux par la bureau territorial du Département du Trésor fédéral. Celui-ci supervise tout prélèvement ultérieur sur ces fonds.

Le fonds public de crédit-bail est constitué par des dotations budgétaires; il s'élève actuellement à 11 milliards de roubles. Des accords de crédit-bail sont conclus pour une durée de deux à cinq ans s'il s'agit de machines et d'équipement ou d'élevage de bétail à cornes; ils sont conclus pour deux ans pour d'autres types d'animaux d'élevage. Pour certaines machines, ces accords peuvent être conclus pour huit ans, la durée dépendant du type de machine. Cette année, des accords et des dotations budgétaires ont été approuvés pour un montant de 0,5 milliard de roubles, conformément à la procédure décrite ci-après.

Le Ministère de l'agriculture choisit ses agents au terme d'un appel d'offres. Dans le domaine de l'équipement, cet agent était la société anonyme Rosagrosnab; dans le domaine de l'élevage, il s'agissait des sociétés anonymes Agroplemsoyuz et Rosagroplemobjednenie. Le Ministère de l'agriculture indique aussi le volume et la description des produits à livrer dans le cadre des accords de crédit-bail en se fondant sur les demandes présentées par les pouvoirs exécutifs régionaux et en se conformant aux éventuels plafonds de prix.

Les accords doivent être couverts par des garanties de remboursement. Les entreprises et les exploitations agricoles indemnisent les sociétés de crédit-bail qui fournissent les biens en crédit-bail à hauteur de 3 pour cent (pour l'équipement) et 0,5 pour cent (pour le bétail) par an du solde de la valeur de ces biens. Le paiement initial peut représenter de 10 à 30 pour cent de la valeur du produit selon sa nature et son prix. Pour les machines coûteuses (moissonneuses-batteuses), le paiement initial représente 10 pour cent, tandis qu'il est de 20 à 30 pour cent pour les autres types de machines.

Le Département du Trésor supervise la répartition des fonds accordés au titre des transactions de crédit-bail. Les remboursements sont effectués actuellement sur des comptes de ce département.

La dotation supplémentaire inscrite au budget de 2001 pour les transactions de crédit-bail était de 5 milliards de roubles. L'État a créé une entreprise publique, Rosagroleasing, dont le conseil d'administration déterminera les procédures à appliquer pour les opérations de crédit-bail.

Les mécanismes de prêts à des conditions favorables, y compris le fonds de crédit-bail, devraient garantir un apport de fonds à l'agriculture qui devrait lui-même permettre d'améliorer l'efficacité de la production. Les relations commerciales vont devenir plus transparentes, l'incidence des transactions de troc se réduira, les crédits seront plus facilement accessibles, et à mesure que les programmes de prêt par intermédiaire deviendront inutiles les crédits deviendront moins coûteux.

Les prêts à des conditions favorables accordés à court et moyen terme renforceront en outre les actifs circulants et le capital fixe des organisations et des exploitations agricoles.

3. Réglementation du marché des produits alimentaires et agricoles

La mise en place d'un système de réglementation du marché des produits alimentaires a pour but d'éviter des fluctuations de prix brutales et marquées. Ces fluctuations sont typiques de la Russie car les conditions climatiques du pays connaissent de fortes variations. Par ailleurs, un système de réglementation permettra de constituer des réserves et d'éviter une pénurie de denrées alimentaires sur le marché.

Les principales mesures de réglementation des marchés de produits alimentaires consistent à intervenir sur le marché des produits de consommation ou dans le domaine des marchés publics. Elles sont appliquées au titre de la Loi fédérale n° 100-FZ du 14 juillet 1997 et de la Résolution n° 580 du

gouvernement de la Fédération de Russie en date du 3 août 2001 "relative à l'approbation des règles régissant les interventions de l'État en matière de marchés publics ou de biens de consommation pour réguler le marché des produits et intrants agricoles et des denrées alimentaires". Pour mettre en œuvre cette résolution, le Ministère de l'agriculture a publié l'Ordonnance n° 886 du 20 août 2001 définissant une procédure publique d'appel d'offres. L'ordonnance régit le choix des agents publics chargés d'assurer les interventions de l'État sur les marchés publics et sur le marché des biens de consommation; elle régit aussi le choix des dépositaires du fonds d'intervention et des Bourses de marchandises où seront effectués les appels d'offres.

On intervient sur les marchés publics lorsque les prix du marché passent en dessous d'un certain seuil ou lorsque les producteurs ne parviennent plus à vendre leurs produits en raison d'une contraction de la demande.

On intervient sur le marché des biens de consommation lorsque ce marché connaît des pénuries ou lorsque les prix du marché dépassent le plafond des fluctuations. Les interventions sont donc déclenchées par des niveaux minimum ou maximum de prix. Les interventions sur les marchés publics sont maintenues tant que les prix sont entre le niveau minimum (seuil de déclenchement) et le niveau cible; elles cessent à ce niveau. Les interventions sur le marché des biens de consommation sont maintenues tant que les prix sont entre le niveau maximum (plafond de déclenchement) et le niveau cible, niveau auquel elles cessent. Les niveaux cibles sont soumis à l'approbation du gouvernement de la Fédération de Russie.

Le Ministère de l'agriculture choisit les agents publics qui seront chargés d'effectuer les interventions, les dépositaires du fonds d'intervention et les Bourses de marchandises agréées où seront effectués les appels d'offres. Les interventions peuvent avoir lieu soit sous forme de transactions dans une Bourse des marchandises, soit par appel d'offres. La sélection des agents chargés des interventions, des dépositaires des fonds d'intervention et des Bourses de marchandises agréées est effectuée par appel d'offres.

Les agents publics effectuent les interventions tandis les organisations sélectionnées par appel d'offres sont chargées de conserver les fonds.

Les coûts de constitution, de distribution, de conservation et d'emploi du fonds d'intervention ainsi que les frais d'organisation des interventions et les paiements de commissions sont financés par la dotation prévue dans la Loi fédérale sur le budget. Les commissions s'élèvent à 1 pour cent du prix d'achat ou de vente.

Les opérations comptables relatives à la constitution et à l'emploi du fonds d'intervention ainsi qu'aux interventions sur les marchés publics ou sur le marché des biens de consommation sont effectuées par le Ministère de l'agriculture, en application de la loi et des règlements comptables établis par le Ministère des finances.

Le Ministère de l'agriculture supervise la constitution et l'emploi du fonds d'intervention ainsi que l'emploi des fonds budgétaires fédéraux consacrés à ce domaine.

Les interventions sur le marché des biens de consommation et sur les marchés publics sont destinées à éliminer les fluctuations marquées dans les revenus des producteurs agricoles, à stabiliser les résultats économiques et à améliorer l'efficacité et l'efficience de la production.

Elles devraient aussi favoriser l'accroissement de la production et permettre de répondre aux problèmes de sécurité alimentaire.

4. Subventions aux intrants

Des subventions sont actuellement accordées dans le domaine des intrants sous la forme de compensations à l'achat d'engrais minéraux; des réductions sur le prix du courant électrique sont aussi accordées aux entreprises d'aquaculture qui fournissent de l'eau pour l'irrigation ou pour d'autres besoins agricoles, ou qui répondent à d'autres besoins d'exploitations agricoles (en application de la Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 115 du 15 février 2001). Des subventions sont en outre accordées au niveau régional pour les carburants et les lubrifiants.

Des subventions ont été accordées au niveau fédéral pour le carburant en 1995, 1996 et 1997. Des aides à l'achat de pièces détachées ont aussi été accordées jusqu'en 2000. L'achat de semences est encore subventionné actuellement. Des subventions ont également été accordées pour l'achat de fourrage mixte jusqu'en 2000, y compris cette dernière année.

Les subventions aux intrants sont versées à titre de mesure à moyen terme; elles ont pour but de garantir un certain niveau d'efficacité dans la production et de sécurité alimentaire dans un contexte de transformation permanente du marché et de distorsion des prix. À mesure que l'agriculture s'ajustera aux nouvelles conditions économiques et que la production agricole deviendra plus rentable, la nécessité de subventionner les intrants diminuera et d'autres mesures d'aide à plus long terme deviendront prioritaires.

La Résolution n° 115 du 23 février 2001 du gouvernement de la Fédération de Russie prévoit une indemnisation partielle des coûts engagés par les producteurs agricoles pour l'achat d'engrais minéraux et de produits chimiques destinés à protéger les végétaux.

Le Ministère de l'agriculture organise des appels d'offres pour choisir des producteurs de produits chimiques et des dépôts spécialisés. Les premiers reçoivent des pouvoirs publics l'ordre de fournir les produits chimiques aux producteurs agricoles à un prix réduit. En outre, le Ministère de l'agriculture, le Ministère du développement économique et du commerce et le Ministère de l'industrie et des sciences fixent conjointement des plafonds aux prix des intrants visés par les appels d'offres.

Le montant des subventions est calculé à la tonne pour chaque type de produit chimique, compte tenu de la dotation budgétaire prévue, du volume des commandes et des prix déterminés par les soumissions. Les prix, le volume des commandes et le montant des subventions sont inscrits dans le contrat public conclu entre le Ministère de l'agriculture et les soumissionnaires retenus.

Le Ministère de l'agriculture communique aux pouvoirs exécutifs régionaux la liste des soumissionnaires retenus, le volume des commandes de produits chimiques prévues aux prix déterminés par les soumissions, et le montant des subventions à la tonne.

Les producteurs et les dépôts spécialisés concluent des contrats d'achat et de vente; ils établissent, avec les fournisseurs et les vendeurs spécialement agréés par les pouvoirs régionaux, des arrangements sur les commandes de produits chimiques en vertu desquels une partie du prix est financée par le budget. L'accord entre le Ministère de l'agriculture et les pouvoirs exécutifs régionaux peut aussi prévoir des limites aux coûts de la fourniture de services et aux majorations.

Les factures doivent indiquer le coût total des produits chimiques compte tenu des prix des soumissions, TVA comprise, ainsi que le montant de la subvention, la TVA subventionnée et le montant à payer, c'est-à-dire le coût total moins la subvention.

Les exploitations agricoles peuvent acheter les produits chimiques directement auprès des producteurs ou par l'intermédiaire d'organisations spécialisées dans la fourniture ou la vente. Dans le premier cas, les produits chimiques sont payés aux prix du marché moins le montant de la subvention;

la TVA est acquittée sur le montant réellement payé. Dans le second cas, les produits chimiques sont payés aux prix du marché majorés de la marge du fournisseur et la TVA est acquittée sur le montant total.

Le Ministère des finances et ses organismes, notamment le Département du Trésor, assurent le contrôle financier. Le ministère fournit les fonds conformément aux procédures pertinentes; il les verse sur le compte courant que détient le Ministère de l'agriculture au sein du Département du Trésor. Le Ministère de l'agriculture adresse à ce département des ordres de paiement pour financer une partie du coût des commandes; les sommes doivent être virées sur les comptes de règlement détenus par les producteurs et les dépôts spécialisés auprès d'un bureau de la Banque centrale ou d'un établissement de crédit. Le Ministère de l'agriculture vérifie l'exactitude des données comptables ainsi que les prix pratiqués. Les pouvoirs exécutifs régionaux s'assurent pour leur part que les organisations spécialisées dans la fourniture et la vente respectent la législation.

Les subventions aux carburants et aux lubrifiants sont fixées par les pouvoirs exécutifs régionaux. Leur montant est calculé à la tonne. Les subventions sont accordées aux régions en vertu d'une résolution des pouvoirs exécutifs. Elles sont versées sur présentation de documents indiquant les livraisons réelles (factures et ordres de paiement) et les calculs de référence.

Le contrôle est assuré par les pouvoirs exécutifs financiers des régions.

Les pouvoirs exécutifs régionaux accordent des avantages aux organisations qui fournissent de l'eau pour l'irrigation ou pour d'autres usages et besoins de producteurs agricoles. Ces organisations bénéficient de prix préférentiels pour l'énergie: elles paient l'électricité à la moitié du prix moyen pratiqué sur le marché, mais en aucun cas en dessous du coût moyen de production, de transmission et de distribution, et pour autant que le manque à gagner pour les fournisseurs d'énergie soit compensé par le budget pertinent.

Toutes les décisions et les contrôles en la matière relèvent des pouvoirs exécutifs régionaux.

Les subventions publiques versées pour les intrants sont destinées à améliorer l'efficacité de l'agriculture, à développer l'usage de technologies modernes et à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire.

5. Subventions à l'investissement

Les subventions à l'investissement sont accordées dans le cadre de programmes spécifiques (développement de l'industrie du houblon, de la filasse de lin et de l'alimentation des nourrissons, ou allocation de fonds budgétaires pour les dépenses d'équipement destinées à renouveler le capital fixe).

Ces allocations interviennent sous forme de compensation partielle du coût des projets d'investissement ou par investissement direct en biens d'équipement, notamment au titre de programmes d'application spécifique, sous réserve que des dotations budgétaires aient été faites à tous les niveaux du gouvernement.

Le contrôle est assuré par les bureaux du Trésor.

Les subventions publiques à l'investissement devraient contribuer à rétablir et à améliorer l'efficacité des technologies de production agricole, à favoriser une meilleure efficacité de la production elle-même, et ainsi à garantir la sécurité alimentaire nationale.

6. Subventions à la production animale et végétale

Les subventions à la production animale et végétale dépendent de dotations budgétaires faites à tous les niveaux du gouvernement. Au niveau fédéral, les mécanismes pertinents sont définis dans la Résolution du gouvernement n° 272 du 6 avril 2001 "relative à l'approbation de la procédure d'octroi de subventions pour un soutien public de certains secteurs de la production agricole en 2001".

Les fonds sont administrés par le Ministère de l'agriculture. Ils sont accordés par les pouvoirs exécutifs régionaux de manière contractuelle. En se fondant sur des calculs de référence présentés par les régions, le Ministère de l'agriculture fixe un contingent pour chaque région. Les taux de subventionnement, la liste des documents requis et les formulaires correspondants ainsi que la procédure pour les remplir sont établis et communiqués par le Ministère de l'agriculture en accord avec le Ministère des finances.

Les pouvoirs exécutifs régionaux approuvent les listes de bénéficiaires des subventions, calculent les subventions et transfèrent les fonds en se servant de comptes courants ouverts par le Trésor en leur nom.

Les aides à l'élevage de rennes et d'autres animaux, notamment les moutons, à la sélection de races, à l'élevage de spécimens d'animaux à fourrure, et à la préservation de taureaux à pedigree par des entreprises d'élevage et d'insémination artificielle sont accordées par tête de bétail.

Les animaux et les oiseaux à pedigree sont achetés à un prix fixé par kilogramme d'animal vif. Les œufs à pedigree sont achetés à un prix fixe par œuf. Le sperme d'animaux d'élevage à pedigree est acheté à un prix fixé par portion de sperme.

Les aides à la production de semences de qualité supérieure et à la production de filasse de lin et de chanvre sont calculées à un taux fixe à la tonne.

Les bénéficiaires de subventions présentent aux pouvoirs exécutifs régionaux des calculs fondés sur des estimations pour obtenir le paiement des subventions ainsi que des documents confirmant les dépenses réellement effectuées par type de subvention.

Le Ministère de l'agriculture tient des registres en se fondant sur des résumés de ces estimations et en tenant compte du contingent mensuel de fonds disponibles; il présente ces registres au Ministère des finances.

Le Ministère des finances les fait suivre aux bureaux fédéraux du Trésor qui en informent les pouvoirs exécutifs régionaux. Ces derniers présentent aux bureaux du Trésor des ordres de paiement pour que les subventions soient versés aux bénéficiaires. Les bureaux du Trésor transfèrent alors les fonds aux bénéficiaires.

L'exactitude des documents confirmant le montant des coûts est contrôlée par les pouvoirs exécutifs régionaux. Le Ministère de l'agriculture contrôle pour sa part l'exactitude des calculs et des paiements effectués par les pouvoirs exécutifs régionaux; il vérifie aussi que les fonds ont été employés conformément à leur objectif initial. Le contrôle financier est assuré par le Ministère des finances et par ses bureaux territoriaux.

Les subventions à la production favoriseront la nécessaire mise en application des innovations scientifiques et des nouvelles technologies, car elles permettront aux producteurs agricoles d'employer des semences de qualité supérieure et d'élever du bétail à pedigree. On devrait ainsi parvenir à améliorer l'efficacité de la production et la compétitivité des produits et à développer des technologies modernes de production agricole.

Conclusions

Pour apprécier l'incidence des mesures de la catégorie orange sur le commerce des produits agricoles, il convient de prendre en compte la proportion qu'elles représentent dans le montant total des aides plutôt que leur description. Les objectifs de ces mesures sont également un élément important à prendre en compte. Une comparaison du montant des aides rapporté à la taille des terrains agricoles et de la population active dans l'agriculture montre que le montant des mesures de soutien de la catégorie orange demandées par la Russie est bien plus faible que les indicateurs similaires présentés par tout autre pays. En conséquence, les effets commerciaux des mesures de la catégorie orange, compte tenu du montant requis par la Russie, seront moins prononcés que ceux d'autres pays fournissant des produits agricoles aux marchés mondiaux.

L'écart entre les indicateurs relativement élevés des mesures de la catégorie orange demandées par la Russie et la production agricole brute est dû à la baisse de la production dans les années 90, qui était une période atypique. L'aide accordée par le biais de mesures de la catégorie orange donnera un nouvel élan au développement de la production agricole, créant ainsi de nouveaux emplois et des recettes budgétaires, renforçant l'approvisionnement en produits alimentaires et améliorant les industries de transformation. Par la suite, lorsqu'on sera parvenu à une croissance durable, l'importance des mesures d'aide pourra diminuer et l'on pourra recourir à des mesures de la catégorie verte.

II. MESURES RELEVANT DE LA CATÉGORIE VERTE (VOIR AUSSI L'ANNEXE 2)

1. Services de caractère général

Les services de caractère général sont les suivants: financement d'institutions subventionnées par le budget et de programmes de recherche et d'enseignement, dépenses d'investissement en amélioration des sols et en aquaculture, coûts de maintenance, coûts de fonctionnement et soutien financier à la création d'une base de données sur les marchés.

L'entretien des institutions subventionnées par le budget est assuré de manière régulière en application de la législation fédérale et régionale.

Les coûts de recherche et de formation professionnelle dans l'agriculture, y compris les coûts des programmes de recherche d'application spécifique et de formation ou de mise à niveau pour l'emploi dans l'agriculture sont financés de manière régulière en application de la législation fédérale et régionale. Ce type d'aide couvre les dépenses de R&D visées par des programmes fédéraux et régionaux d'application spécifique.

Les dépenses de fonctionnement sont les dépenses engagées pour la lutte contre les maladies des animaux et les parasites des végétaux, pour les services d'inspection, l'amélioration des sols, le contrôle de la sylviculture, etc., à l'exclusion de tous les coûts de réparation et de maintenance des systèmes d'amélioration. Ces dépenses sont financées de manière régulière en application de la législation fédérale et régionale. La plupart sont financées par les budgets régionaux.

Les mécanismes de répartition de ces fonds sont les suivants:

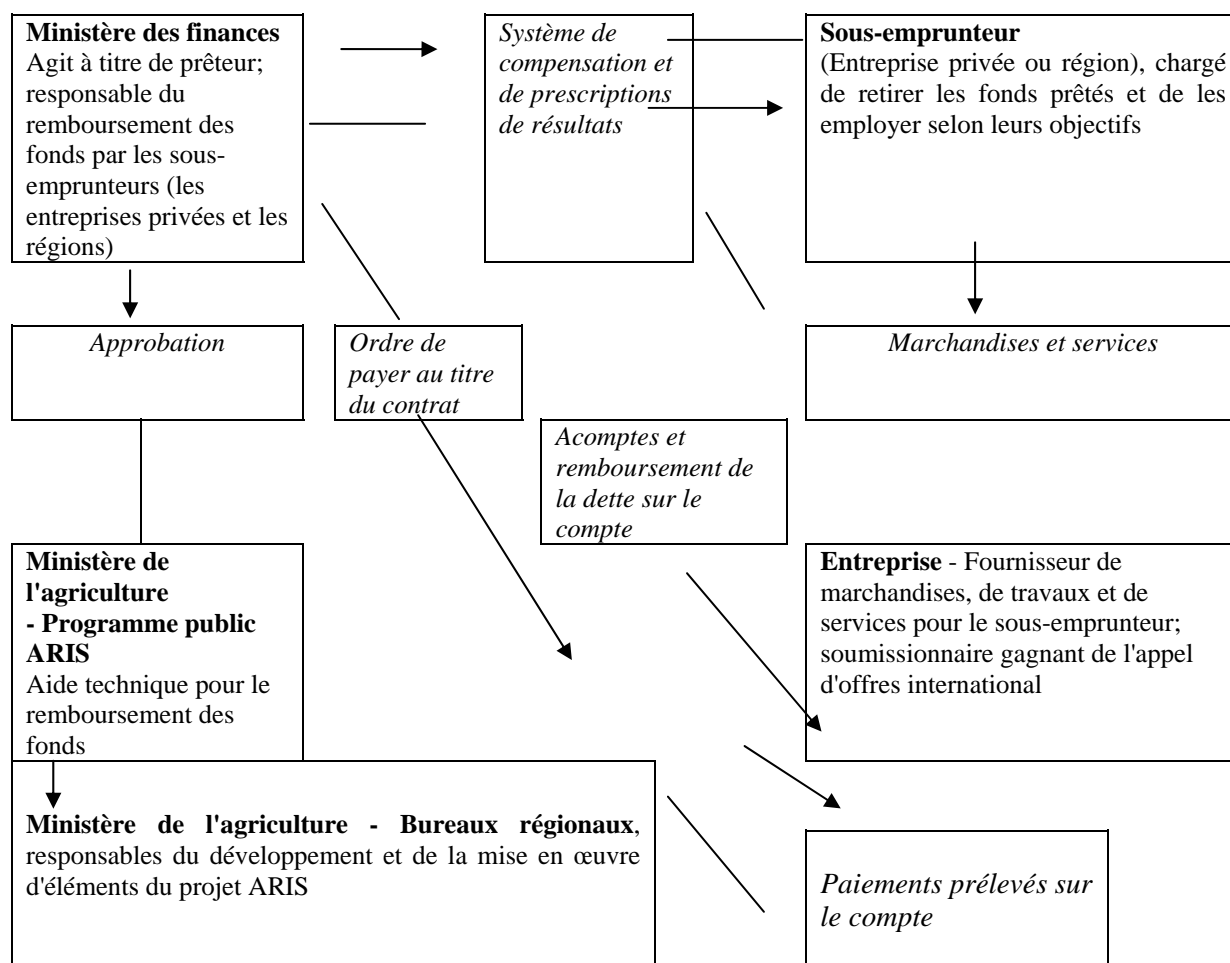
Le Ministère de l'agriculture tient des registres mensuels des fonds à verser et les présente au Ministère des finances. Sur la base de ces registres, les fonds sont directement transférés par le système du Trésor aux bureaux locaux de celui-ci, qui les affectent au financement des services de caractère général.

Les dotations sont inscrites par le Ministère des finances au budget fédéral au titre du chapitre 08, "Agriculture et pêche", du sous-chapitre 01, "Production agricole", et de l'article spécial 432, "Autres coûts de l'agriculture". Par ailleurs, des financements sont prévus au titre des chapitres "Administration publique", "Éducation", etc. Outre le paiement des salaires, l'achat de fournitures et de consommables, les déplacements et voyages professionnels, les services de transport, les communications, les services publics et les autres coûts d'achat de marchandises et de services, ces fonds servent à financer les mesures prises par l'État dans le cadre d'accords publics. Les fonds sont transférés par ordre de paiement du compte détenu par le Ministère auprès du Trésor fédéral à Moscou vers des succursales de la Caisse d'épargne ou vers des banques commerciales. Ils couvrent notamment:

- les mesures anti-épizootiques;
- les coûts de production des manuels et des directives et d'élaboration de lois et de réglementations ainsi que les frais de publication des spécifications techniques, des spécifications de production et du Bulletin d'information du Ministère de l'agriculture. Le paiement de ces travaux fait l'objet d'un contrat avec une entreprise particulière;
- les travaux associés à l'organisation de séminaires, de conférences universitaires et d'ateliers consacrés la mise en application des innovations scientifiques et des nouvelles technologies dans le secteur agricole. Les fonds sont transférés directement aux organisations qui accueillent le séminaire ou la réunion sur présentation d'une note de frais approuvée;
- les mesures destinées à préserver le patrimoine génétique d'animaux d'élevage dont l'espèce est menacée. Les fonds sont versés aux élevages;
- les mesures destinées à renouveler les réserves halieutiques. Les fonds sont versés aux entreprises spécialisées " Rosrybkhoz " et " Rosrybkolsoyuz ";
- les mesures destinées à modifier ou à renouveler les souches des semences de filasse de lin. Les fonds sont transférés aux organisations qui sélectionnent les semences de filasse de lin et qui sont chargées de produire les semences destinées aux cultures industrielles;
- les mesures destinées à protéger les cultures industrielles des dégâts de la grêle.

Financement d'un système d'information sur les marchés

Le financement d'un système d'information sur les marchés doit permettre d'instaurer les conditions nécessaires pour que le secteur agricole russe fonctionne de façon efficace dans le contexte d'une économie de marché. Jusqu'en 2001, ce programme était financé au titre d'un accord de prêt subordonné entre la Fédération de Russie et la Banque mondiale. Le système était structuré de la manière suivante:



Dans un projet parallèle au programme ARIS, le gouvernement de la Fédération de Russie a approuvé le Programme complet de développement des infrastructures du marché des produits de consommation pour 1998-2005 dans la Résolution n° 593 du 15 juin 1998. Ce texte prévoit un certain nombre de projets pilotes concernant la création d'un réseau de marchés de gros, la mise en place d'infrastructures de transport et le développement des industries de conditionnement et d'emballage.

Programmes ruraux ayant une importance sociale (dans le cadre des services de caractère général)

Les programmes ruraux ayant une importance sociale (dans le cadre des services de caractère général) sont financés au titre du programme fédéral d'investissement ciblé intitulé "Fourniture de gaz aux zones rurales enclavées". Les fonds du Ministère de l'agriculture sont transférés aux régions à titre de subventions interbudgétaires; ils sont ensuite dirigés vers des structures communales pour apporter une contribution financière aux budgets d'autres niveaux.

L'État accorde actuellement une aide financière à des entreprises et des organisations agricoles pour les dépenses d'investissement au titre de trois chapitres du budget fédéral:

Chapitre 07: "Industrie, production d'énergie et développement de la construction", sous-chapitre 07, "Développement de la construction, architecture";

Chapitre 21: "Contribution financière aux budgets de différents niveaux", sous-chapitre 01, "Contribution financière aux budgets de différents niveaux";

Chapitre 08: "Agriculture et pêche", sous-chapitre 01, "Production agricole", partie sur les "Dépenses d'équipement", et sous-chapitre 02, "Ressources foncières".

La répartition des ressources budgétaires entre les bénéficiaires actuels des fonds s'effectue dans le cadre de l'Ordonnance n° 15 du 10 janvier 2001 du Ministère de l'agriculture "relative à l'approbation de la procédure d'application du budget fédéral pour ce qui concerne le versement des fonds budgétaires".

Investissements non destinés à la production

Le financement de certains investissements non destinés à la production est envisagé dans un avenir proche au titre de sous-programmes du programme fédéral d'application spécifique intitulé "Développement social des zones rurales jusqu'en 2010". Ces sous-programmes sont notamment les suivants: "Logements ruraux", "Santé", "Éducation", "Culture", "Éducation physique et sports", "Coopération entre les consommateurs", "Services au consommateur", "Sanatoriums et maisons de repos", "Services d'information et de conseil à la population rurale", "Approvisionnement en électricité", "Approvisionnement en gaz", "Communications", "Approvisionnement en eau" et "Routes".

2. Constitution de réserves publiques pour garantir la sécurité alimentaire (coûts de création de réserves alimentaires fédérales et régionales) - voir Annexe 2

Des réserves alimentaires sont constituées aux niveaux fédéral et régional en application de la législation fédérale et régionale dans les buts suivants:

- approvisionner le Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente;
- garantir un approvisionnement conforme aux besoins de l'armée et d'autres catégories de consommateurs équivalentes;
- constituer des réserves publiques rapidement disponibles.

Les pouvoirs publics déterminent la nature et le volume des produits agricoles à acheter. Les réserves alimentaires sont achetées aux prix du marché.

3. Mesures de soutien du revenu des producteurs autres que les aides à la production (maintenance des infrastructures sociales)

Ces mesures sont notamment les suivantes:

- financement de la maintenance des infrastructures sociales et techniques;
- subventions budgétaires destinées à régler le problème de logement dans les zones rurales.

Des fonds budgétaires sont accordés pour financer les frais de fonctionnement des maternelles, des écoles, des cliniques et des hôpitaux, ainsi que des cabinets médicaux locaux, des clubs, des centres d'art et de loisirs et des infrastructures publiques (destinées aux sphères non liées à la production) dès lors que ces établissements sont situés en zone rurale et que leur maintenance est à la charge de fermes collectives ou de fermes ou autres exploitations agricoles d'État, ou que leurs coûts de maintenance ont été transférés aux pouvoirs locaux, et dans la mesure où ces coûts ne

peuvent être couverts par les recettes des exploitations agricoles. Depuis 1994, ce type d'aide est essentiellement financé par les budgets régionaux et locaux. Les subventions budgétaires destinées aux logements et aux infrastructures publiques sont versées par le Ministère des finances aux régions par le biais de virements du Fonds d'aide financière. Aux fins de développer les infrastructures sociales et en application de la Résolution n° 76-r du 22 janvier 2001 du gouvernement de la Fédération de Russie, on a élaboré un projet de programme fédéral d'application spécifique intitulé "Développement social des zones rurales jusqu'en 2010". Ce programme est mis en œuvre dans le cadre de contrats conclus entre les pouvoirs exécutifs régionaux et locaux et les soumissionnaires retenus. Les mesures prévues dans le programme sont financées par le fonds budgétaire fédéral conformément à la procédure établie, et par le biais du Ministère de l'agriculture qui est un utilisateur public de ce programme.

4. Programmes d'assurance (compensation de frais d'assurance et des coûts des stocks régulateurs de semences)

Les pouvoirs publics participent financièrement aux programmes d'assurance des récoltes à des conditions définies dans la Loi n° 100-FZ "relative à la réglementation publique de la production agro-industrielle" et dans la Résolution n° 1399 du 27 novembre 1998 "relative à la réglementation publique des assurances de la production agro-industrielle". En 2001, le gouvernement a adopté la Résolution n° 758 du 1^{er} novembre 2001 "relative à l'aide publique aux assurances dans la production agro-industrielle". Le Ministère de l'agriculture met actuellement en place un organisme fédéral d'aide publique aux assurances dans la production agro-industrielle.

Les subventions sont accordées par le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire des pouvoirs exécutifs régionaux aux conditions fixées dans les contrats, et dans les limites des obligations budgétaires et des finances disponibles.

Le montant assuré correspond à 70 pour cent de la valeur assurable des récoltes. La valeur assurable se calcule au regard de la surface cultivée, du rendement moyen au cours des cinq années précédentes et des prévisions de prix sur les marchés.

Les subventions concernent les primes d'assurance dues par les exploitations agricoles au titre des contrats conclus avec les compagnies d'assurance. Cinquante pour cent des primes sont payées par les producteurs agricoles sur leurs propres fonds et les 50 pour cent restants sont financés par le budget fédéral.

Les bureaux du Trésor transfèrent les subventions sur des comptes de règlement des compagnies d'assurance en se fondant sur les contrats d'assurance des producteurs agricoles.

Les pouvoirs exécutifs vérifient l'exactitude des données figurant dans ces contrats et des documents relatifs aux paiements.

Le Ministère de l'agriculture établit un registre au regard d'un résumé de calculs fondés sur des estimations que lui présentent les régions; il soumet ensuite ce registre au Ministère des finances. Celui-ci verse les fonds aux bureaux du Trésor, qui en informent les pouvoirs exécutifs régionaux en leur adressant des relevés de leurs comptes courants. Les pouvoirs exécutifs régionaux font transférer les fonds aux compagnies d'assurance en adressant aux bureaux du Trésor des ordres de paiement et d'autres documents requis.

Les pouvoirs exécutifs et les compagnies d'assurance informent les producteurs agricoles du montant de ces fonds.

Les pouvoirs exécutifs régionaux vérifient l'exactitude des calculs tandis que le Ministère de l'agriculture s'assure que les subventions sont employées selon leur objectif et que les rapports sont dûment établis. Le Ministère des finances et ses bureaux territoriaux contrôlent pour leur part l'emploi des fonds budgétaires.

Les règlements concernant les livraisons de semences au fonds fédéral de réserve des assurances sont acquittés sur le fonds budgétaire fédéral en deux versements:

1. un acompte de 50 pour cent du montant du contrat calculé aux prix du marché;
2. le règlement final est calculé aux prix en vigueur à la date de signature du contrat.

Le Ministère de l'agriculture autorise la distribution de semences provenant du fonds de réserve des assurances à la demande des autorités agricoles républicaines, territoriales, régionales ou locales aux conditions suivantes:

- céréales et oléagineux: pour la vente et le troc;
- légumes, melons, betteraves sucrières, racines comestibles, filasse de lin, pommes de terre et herbes: pour la vente.

Les semences provenant du fonds de réserve des assurances sont vendues par les organismes d'État chargés des marchés publics aux prix courants du marché (avec une différenciation selon la qualité); la vente est soumise à des prescriptions de frais et de plus-value fixées par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

5. Assistance en cas de catastrophe naturelle

En application de l'article 24 de la Loi fédérale n° 68-FZ du 21 décembre 1994 "relative à la protection de la population et du territoire contre les situations d'urgence d'origine naturelle et/ou humaine" et de la Résolution n° 810 du 26 octobre 2000, les régions peuvent demander une aide au gouvernement de la Fédération de Russie, financée par le budget fédéral, lorsque leurs propres fonds ne sont pas suffisants pour faire face à une situation d'urgence.

Le Ministère de l'agriculture analyse les circonstances de la situation d'urgence pour déterminer le montant des dommages et l'aide nécessaire. Ces travaux sont financés par le budget fédéral au titre du chapitre intitulé "Autres mesures dans le domaine de l'agriculture".

En se fondant sur les inspections effectuées, le Ministère de l'agriculture présente, conjointement avec le Ministère des finances et le Ministère des situations d'urgence, une proposition au gouvernement concernant l'aide aux producteurs agricoles touchés par la catastrophe naturelle. En vertu d'une résolution du gouvernement, l'aide peut être accordée aux régions, essentiellement sous forme d'annulation des dettes vis-à-vis du budget fédéral et de prélèvements sur le fonds de réserve public destiné à la prévention et à la gestion des situations d'urgence et des suites des catastrophes naturelles. Le transfert des fonds attribués aux régions, leur enregistrement et leur comptabilité sont assurés par le Ministère des finances. L'aide directe aux producteurs agricoles relève de la compétence des pouvoirs exécutifs régionaux.

Depuis 1993, les pouvoirs publics prennent à leur charge 50 pour cent du coût du transport de fourrage provenant de territoires non touchés vers les producteurs agricoles victimes de sécheresse ou d'autres catastrophes naturelles. Les pouvoirs exécutifs régionaux établissent et approuvent la liste des exploitations agricoles touchées par une catastrophe naturelle. Pour prouver qu'ils peuvent prétendre à cette indemnisation, les producteurs agricoles doivent présenter aux autorités agricoles

leur estimation du montant de l'indemnisation requise au budget fédéral et la liste des lettres de transport attestant des frais de transport réellement engagés. En se fondant sur un résumé des listes adressé par les autorités agricoles régionales, les autorités régionales chargées du secteur agro-industriel établissent un résumé des besoins estimés et le communiquent au Ministère de l'agriculture et au bureau territorial du Ministère des finances. Ceux-ci versent les fonds et s'assurent par la suite que l'estimation est exacte et que les fonds sont employés conformément à leur objectif initial.

6. Programmes de restructuration (soutien aux exploitations agricoles)

Ces mesures d'aide permettent d'apporter une contribution publique à l'instauration d'un meilleur niveau de vie dans les zones rurales en augmentant le revenu des exploitations agricoles.

Ce type de soutien est régi par la Loi fédérale "relative au budget fédéral de 2001" et par la Résolution n° 272 du 6 avril 2001 du gouvernement "relative à l'approbation de la procédure de subventionnement en 2001 par le budget fédéral pour apporter une aide publique à certains secteurs de la production agricole".

Cette forme de soutien est accordée au titre d'un programme fédéral d'application spécifique visant à développer les exploitations agricoles individuelles et les coopératives entre 1996 et 2000. Les objectifs de ce programme sont les suivants:

- instaurer un cadre procédural, économique, financier, juridique et social pour le développement des exploitations agricoles et des coopératives;
- améliorer le mécanisme d'aide publique au secteur des exploitations agricoles;
- instaurer une infrastructure commerciale et sociale fondée sur la coopération et l'intégration.

Cette aide correspond aux critères du paragraphe 6 a) à e) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture car les fonds versés ne sont pas déterminés par le type ou le volume des produits fabriqués par un producteur ou des facteurs de production donnés, et ils ne dépendent pas des prix nationaux et mondiaux de ces produits.

7. Protection de l'environnement

Le Ministère de l'agriculture applique des mesures destinées à réhabiliter les terrains agricoles ayant subi une contamination radioactive, à fournir des produits écologiquement sains, à renouveler l'environnement naturel et éviter sa dégradation et à instaurer un fonctionnement écologique du secteur agro-industriel. Ces mesures relèvent des programmes fédéraux et régionaux intitulés "Protection de la population de la Fédération de Russie contre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl" et "Les enfants de Tchernobyl". Les fonds octroyés à ce titre sont répartis par le Ministère des finances une fois que le Ministère de l'agriculture a accordé des dotations budgétaires aux autorités chargées du secteur agro-industriel. Celles-ci choisissent alors des entrepreneurs pour appliquer les mesures prévues dans les programmes.

Le Ministère de l'agriculture accorde aussi des fonds pour la réhabilitation de terrains agricoles ayant subi une contamination radioactive dans le cadre du programme fédéral intitulé "Amélioration de la fertilité des sols russes". Ces fonds proviennent du budget fédéral et sont inscrits au chapitre "Agriculture et pêche", sous-chapitre "Ressources foncières". Ils servent à financer l'amélioration agrochimique des terres ayant subi une contamination radioactive.

Le gouvernement met en œuvre un certain nombre de programmes spéciaux en faveur de l'environnement qui comprennent des mesures destinées à instaurer un fonctionnement écologique du secteur agro-industriel. Ces programmes sont notamment les suivants: "Traitement des déchets", "Réhabilitation écologique de la Volga et de ses affluents", "Renouvellement et prévention de la dégradation de l'environnement naturel du Bassin de la Volga jusqu'en 2010" ("Réhabilitation de la Volga"), "Réhabilitation écologique de l'Oblast d'Orenbourg et amélioration des soins de santé dispensés à sa population", "Programme fédéral complet pour la protection du lac Baïkal et pour l'instauration d'une exploitation rationnelle de son bassin", etc. Les fonds destinés à financer ces programmes sont attribués au Ministère de l'agriculture sur le budget fédéral.

Depuis 1993, le gouvernement accorde des subventions aux usines de traitement des déchets vétérinaires et sanitaires dans le cadre de programmes environnementaux afin de financer la collecte et le traitement des déchets biologiques à un prix fixe calculé à la tonne. Ce financement est octroyé au regard de calculs fondés sur des estimations que les pouvoirs exécutifs régionaux présentent en temps utile au Ministère de l'agriculture. Les subventions ne peuvent en aucun cas être supérieures aux pertes subies dans l'exercice de l'activité économique principale.

8. Programme d'aide aux régions soumises à des conditions climatiques défavorables (voir annexe 2)

Ce programme prévoit des dépenses d'équipement dans les régions du Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente pour développer les secteurs économiques et les échanges existant dans ces régions, ainsi que pour construire ou reconstruire des entreprises et des infrastructures.

Conclusion

Conformément à l'Accord sur l'agriculture, toutes les mesures énumérées ci-dessus ont des effets de distorsion minimales sur les échanges de marchandises agricoles.

III. SUBVENTIONS À L'EXPORTATION (VOIR ANNEXE 3)

S'agissant des subventions à l'exportation, la Russie insiste pour obtenir la possibilité légitime de continuer à appliquer le niveau de 1990-1992 de ces subventions. Compte tenu de l'immensité de son territoire et d'autres particularités géographiques, il est essentiel que la Russie soit en mesure de pratiquer des prix préférentiels pour le transport par chemin de fer et par d'autres moyens de cargaisons de produits agricoles destinés à l'exportation. Ces prix préférentiels dans le domaine du transport peuvent être établis par le Ministère des chemins de fer ou par le Ministère du transport; ils doivent être approuvés par le Ministère de l'agriculture et le Ministère des finances.

La Russie se réserve également le droit d'appliquer des subventions directes à l'exportation dans la limite des niveaux de 1990-1992.

Le montant annuel des subventions à l'exportation de produits agricoles accordées en 1990-1992 est évalué à 726 millions de dollars (voir le calcul joint à l'annexe 3).

ANNEXE 1

Besoins de fonds budgétaires annuels pour l'agriculture aux niveaux fédéral et régional (catégorie orange)		
Programme	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de dollars	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de roubles
<p>a) Restructuration des dettes des exploitations agricoles</p> <p>Besoins budgétaires résultant de la disparité entre les prix et d'autres conditions macro-économiques défavorables (calculés pour une période de trois ans)</p> <p>Besoins afférents au délai de grâce de dix ans pour que les exploitations agricoles remboursent leurs dettes</p> <ul style="list-style-type: none"> - montant de la dette différée - intérêts courant sur la dette différée calculés sur la base du taux de refinancement actuel de la Banque centrale 	<p>0,4</p> <p>0,03</p> <p>0,04</p>	<p>10,2</p> <p>0,9</p> <p>1,1</p>
<p>b) Prêts à des conditions favorables</p> <p>Besoins afférents aux prêts financés par dotations budgétaires pour les règlements avec les fournisseurs</p> <p>Taux d'intérêt favorables destinés aux prêts financés par dotations budgétaires pour les règlements avec les fournisseurs</p> <p>Besoins afférents à la prise en charge par les pouvoirs publics du paiement des intérêts sur les prêts à court terme à hauteur de 70% du taux de la Banque centrale</p> <p>Besoins afférents au fonds de crédit-bail</p>	<p>0,1</p> <p>0,02</p> <p>0,18</p> <p>1,31</p>	<p>2,5</p> <p>0,5</p> <p>4,9</p> <p>35,5</p>
<p>c) Régulation du marché et commercialisation des produits agricoles</p> <p>Besoins afférents au fonds destiné à réguler le marché de certains produits</p> <p>Besoins afférents à l'indemnisation de 50% des coûts d'achat du carburant et des lubrifiants (essence, diesel)</p> <p>Besoins afférents à la fourniture d'électricité et de gaz à des prix favorables aux exploitations agricoles</p> <p>Besoins afférents à l'indemnisation des coûts d'achat des engrais minéraux</p> <ul style="list-style-type: none"> - azote - phosphate - potasse <p>Besoins afférents aux coûts d'achat du fourrage mixte pour les élevages de bétail</p>	<p>0,46</p> <p>1,90</p> <p>1,1</p> <p>0,52</p> <p>0,18</p> <p>0,26</p> <p>0,08</p> <p>0,08</p>	<p>12,5</p> <p>52,6</p> <p>28,6</p> <p>14,1</p> <p>4,9</p> <p>7,0</p> <p>2,2</p> <p>2,1</p>

Programme	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de dollars	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de roubles
d) Subventions à l'investissement		
Subventions publiques à l'investissement dans l'agriculture	7,0	189,0
Programmes fédéraux d'application spécifique	1,33	35,9
"Sucre"	0,1	2,7
"Filasse de lin russe"	0,01	0,3
"Industrie russe du houblon"	0,01	0,3
"Fertilité"	0,99	26,7
"Huile végétale"	0,22	5,9
e) Subventions à la production animale et végétale, y compris	1,79	48,3
- les subventions et les indemnités pour l'élevage de bétail et de volaille	0,08	2,2
- les subventions à la production de semences de qualité supérieure	0,11	2,8
- les subventions à l'élevage de bovins et d'ovins	0,73	19,7
- les subventions à la culture de filasse de lin et de chanvre	0,01	0,3
- les subventions aux produits végétaux	0,04	1,1
- les subventions aux produits animaux (lait, volaille, laine, œufs)	0,82	22,2
f) TOTAL	1,62	438,5

ANNEXE 2

Besoins de fonds budgétaires annuels pour l'agriculture aux niveaux fédéral et régional (catégorie verte)		
Programme	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de dollars	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de roubles
Services de caractère général:		
Financement d'institutions subventionnées par le budget	0,537	14,5
Coûts de la recherche agricole	0,193	5,2
Coûts de l'éducation	0,69	18,6
Dépenses d'équipement non liées à la production (logement)	19,63	530,0
Dépenses de fonctionnement (coûts de la lutte contre les maladies animales et les parasites végétaux, coûts des mesures de gestion des forêts, etc. (à l'exception des frais de réparation et de maintenance des systèmes d'amélioration des sols et d'information sur les marchés)	2,375	64,1
- Programme sur l' "Ingénierie mécanique pour le secteur agro-industriel russe" (1993-1998): financement direct de la recherche-développement sur des fonds budgétaires [NIKOR]	1,3	36,0
- Programme sur la "Gazéification de la Russie" (1996-2000)	0,71	19,2
- Programme sur les "Forêts russes" (1997-2000)	0,00	0,1
g) Sécurité alimentaire		
Coûts de constitution de réserves alimentaires fédérales et régionales (prêts financés par des fonds budgétaires pour constituer des réserves alimentaires, approvisionner les régions du Grand Nord, constituer des stocks et répondre à d'autres besoins publics)	1,655	44,7
h) Maintien du niveau des revenus non liés à la production		
Besoins budgétaires pour la maintenance des infrastructures sociales agricoles	0,37	10,0
Assurance		
Financement du coût d'entretien des réserves fédérales de sécurité pour les semences des cultures de base	0,063	1,7
Assurance sur les récoltes	0,2	5,0
i) Indemnisations liées aux catastrophes naturelles		
Indemnisation des pertes subies par des exploitations agricoles victimes de catastrophes naturelles	0,073	2,0
Indemnisation des coûts de transport du fourrage (accordée en cas de catastrophe naturelle provoquant une pénurie de fourrage dans le secteur de l'élevage)	0,038	1,0
j) Reconstruction structurelle		
Entretien des exploitations agricoles	0,02	0,4

Besoins de fonds budgétaires annuels pour l'agriculture aux niveaux fédéral et régional (catégorie verte)		
Programme	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de dollars	Coût moyen annuel de mise en œuvre du programme, milliards de roubles
k) Programmes écologiques		
Subventions aux entreprises de recyclage	0,004	0,1
– Programme "Fertilité" (1993-2000)		
– budget fédéral	0,70	18,9
– budgets régionaux	3,39	91,4
Aide aux régions soumises à des conditions climatiques défavorables		
Dépenses d'équipement dans les régions du Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente	0,607	16,4
l) TOTAL	32,59	879,8

ANNEXE 3

Calcul du montant des subventions à l'exportation pour les produits agricoles

Code du SH	Nom des produits Type de subvention	Volume d'exportations subventionnées (millions de tonnes)	Coût contrôlé moyen (dollars EU/ tonne)	Montant des subventions (dollars EU/ tonne)	Montant total des subventions (millions de dollars EU)
	I. Subvention directe aux exportations de produits agricoles				272,29
	Total				
	Détail:				
0105	Volaille domestique vivante, millions de têtes	2,5	0,4 par tête	0,1 par tête	0,25
0401,0402, 0403	Produits laitiers	0,2	0,95	0,25	0,05
0405	Beurre	0,05	1,37	0,37	0,02
0407	Œufs d'oiseaux	0,05	0,62	0,16	0,01
0713	Légumes à cosse secs	0,02	0,16	0,05	0,01
0811	Fruits et noix	0,02	1,25	0,25	0,01
1001	Blé	5	100	10	50
1003	Orge	6	83	13	78
1004	Riz	0,05	175	25	0,01
1008	Sarrasin	0,15	105	15	2,25
1101	Farine de blé	0,4	185	15	6
1103	Gruau de céréales	0,05	280	20	1
1201	Soja	0,2	190	20	4
1206	Graines de tournesol	3	150	20	60
1512	Huile végétale	0,5	370	50	25
1517	Margarine	0,03	735	35	1,05
1602	Conserves de viande	0,03	1 450	150	4,5
1701	Sucre	0,5	240	20	1
1806	Chocolat et produits contenant du chocolat	0,1	1 960	100	10
1905	Pain, pâtisserie et produits similaires	0,1	780	80	8
2009	Jus de fruits	0,03	540	40	1,2
2102	Levures	0,03	265	35	1,05
2105	Crème glacée	0,03	860	50	1,5
2202	Boissons sans alcool, mln dl	10	0,2	0,05	0,5
2203	Bière au malt, mln dl	5	0,57	0,07	0,35
2204	Vins de raisin, mln dl	0,4	0,78	0,08	0,03
220860	Vodka	1	5,5	0,5	0,5
2306	Tourteau et autres résidus de meunerie	0,5	68	8	4
2403	Tabac fabriqué	0,12	4 100	100	12
	II. Indemnisation du coût de transport par chemin de fer ou autre				453,835
	Total				357,235
	dont: transport de céréales				96,6
	dont: transport d'autres produits				726,125

Subventions à l'exportation: Fédération de Russie

Exercice comptable: année civile 1990

Description du produit exporté	Volume d'exportations subventionnées	Prix d'achat (de gros)		Prix d'exportation moyen pondéré		Différence entre le prix d'achat et le prix moyen pondéré		Total des subventions à l'exportation	
	Tonnes	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles	Milliers de roubles
1	2	3		4		5=3-4		6=5*2	
Blé	360 000	0,299	0,515	0,0941	0,1622	0,204	0,353	73 602,0	1 26 900,0
Farine de blé	32 000	0,315	0,544	0,1614	0,2783	0,154	0,265	4 924,0	8 489,6
Orge	28 350	0,271	0,467	0,0817	0,1409	0,189	0,326	5 353,8	9 230,8
Maïs	106 000	0,785	1,354	0,0721	0,1243	0,713	1,230	75 608,1	130 358,8
Autres céréales	913 500	0,278	0,480	0,0840	0,1449	0,194	0,335	177 387,1	305 839,8
Riz	8184	0,704	1,214	0,2531	0,4363	0,451	0,778	3 691,0	6 363,9
Semences de végétaux oléifères	72 500	0,458	0,790	0,1096	0,1889	0,348	0,601	25 259,4	43 550,8
Filasse de lin	1 470	1,925	3,318	0,9104	1,5696	1,014	1,749	1 490,9	2 570,6
Huiles végétales	30 000	2,030	3,500	0,4120	0,7103	1,618	2,790	48 540,8	83 691,0
Tourteau	25 000	0,150	0,259	0,1124	0,1938	0,038	0,065	939,6	1 620,0
Sucre et produits à base de sucre	74 000	1,070	1,845	0,2608	0,4496	0,809	1,395	59 882,0	103 244,8
Crème et beurre	31 000	13,687	23,598	1,2998	2,2411	12,387	21,357	383 997,1	662 063,9
Lait en poudre	550	1,512	2,607	0,9158	1,579	0,596	1,028	327,9	565,3
Fromage	2 484	4,835	8,336	1,6503	2,8453	3,185	5,491	7 910,8	13 639,4
Autres produits laitiers (lait condensé), milliers de boîtes	32 220	0,578	0,996	0,2772	0,4779	0,300	0,518	9 676,4	16 683,5
Viande et produits à base de viande	872	7,816	13,476	2,4516	4,2269	5,364	9,249	4 677,8	8 065,1
Conserves de viande, milliers de boîtes	27 670	0,774	1,334	0,4101	0,7071	0,364	0,627	10 062,5	17 349,1
Œufs et produits à base d'œufs, millions d'articles	41 000	0,105	0,181	0,0522	0,09	0,053	0,091	2 164,0	3 731,0
Vins et alcools, décalitres	1 463 000	0,185	0,319	0,0132	0,0228	0,172	0,296	250 913,3	432 609,1
Légumes frais	3 000	0,440	0,759	0,1495	0,2578	0,291	0,501	871,7	1 503,0
Fruits frais	3 680	0,662	1,142	0,3689	0,636	0,294	0,506	1 080,4	1 862,8
Pommes de terre	2 187	0,295	0,509	0,1396	0,2407	0,155	0,268	339,8	585,9
Compote, milliers de boîtes	1 651	0,220	0,379	0,1605	0,2767	0,059	0,102	97,8	168,6
Miel	6 147	6,880	11,862	0,6994	1,2058	6,181	10,656	37 992,5	65 504,3
Amidon	2 260	0,535	0,922	0,1912	0,3296	0,344	0,593	777,0	1 339,7
Laine	2 085	4,871	8,398	1,4498	2,4997	3,421	5,898	7 132,8	12 298,0
Peaux d'animaux (milliers d'articles)	24 000	1,295	2,233	0,8177	1,4099	0,477	0,823	11 457,6	19 754,4
TOTAL								1 206 158,2	2 079 583,1

Note: Le taux de change annuel moyen - 0,58 rouble/dollar - a été communiqué par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Subventions à l'exportation - Fédération de Russie

Exercice comptable: année civile 1991

Description du produit exporté	Volume d'exportations subventionnées	Prix d'achat (de gros)		Prix d'exportation moyen pondéré		Différence entre le prix d'achat et le prix moyen pondéré		Total des subventions à l'exportation	
	Tonnes	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles	Milliers de roubles
1	2	3		4		5=3-4		6=5*2	
Viande bovine congelée	299	4,90	2,80	2,89	1,65	2,01	1,15	602,1	344,1
Viande de porc	47	4,40	2,51	2,28	1,30	2,12	1,21	99,8	57,0
Viande de volaille	959	4,20	2,40	1,11	0,63	3,09	1,77	2 966,8	1 695,3
Lait condensé sucré	19 042	2,39	1,36	1,68	0,96	0,70	0,40	13 359,17	7 633,8
Riz	35 124	0,90	0,51	0,24	0,14	0,66	0,38	23 210,6	13 263,2
Farine	16 146	0,50	0,29	0,34	0,19	0,16	0,09	2 655	1 517,1
Huile de tournesol	136 666	1,70	0,97	0,80	0,45	0,90	0,52	123 536,2	70 592,1
Saucisses	10	5,00	2,86	2,00	1,14	3,00	1,71	30	17,1
Sucre raffiné	4 455	0,85	0,49	0,55	0,31	0,30	0,17	1 352,205	772,7
TOTAL								16 7811,9	95 892,5

Notes:

Le volume des exportations et les prix moyens pondérés (f.a.b.) ont été communiqués par le Ministère du développement économique et du commerce et par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Les prix d'achat et les prix de vente en gros des produits agricoles et des denrées alimentaires ont été communiqués par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Le taux de change annuel moyen - 1,75 rouble/dollar - a été communiqué par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Subventions à l'exportation - Fédération de Russie

Exercice comptable: année civile 1992

Description du produit exporté	Volume d'exportations subventionnées	Prix d'achat (de gros)		Prix d'exportation moyen pondéré		Différence entre le prix d'achat et le prix moyen pondéré		Total des subventions à l'exportation	
	Tonnes	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles/tonne	Milliers de roubles	Milliers de roubles
1	2	3		4		5=3-4		6=5*2	
Viande de volaille	21,213	36,10	0,2	9,9	0,05	26,19	0,14	555 665,7	2 886,6
Poudre de cacao	25	163,46	0,85	46,2	0,24	117,26	0,61	2 931,6	15,2
TOTAL								558 597,3	2 901,8

Notes:

Le volume des exportations et les prix moyens pondérés (f.a.b.) ont été communiqués par le Ministère du développement économique et du commerce et par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Les prix d'achat et les prix de vente en gros des produits agricoles et des denrées alimentaires ont été communiqués par le Comité d'État des statistiques de Russie.

Le taux de change annuel moyen - 192,5 rouble/dollar - a été communiqué par le Comité d'État des statistiques de Russie.

ANNEXE 4

Tableau récapitulatif des objectifs, des mesures et du cadre juridique du développement du secteur agraire en Russie

Buts et objectifs de la politique	Mesures permettant d'atteindre les buts déclarés et de mettre en œuvre les objectifs de la politique	Cadre juridique
Mettre en place des marchés agroalimentaires développés et garantir leur intégrité et leur coordination	<p>Instaurer la liberté de circulation des marchandises, des services et des flux financiers sur l'ensemble du territoire</p> <p>Accorder un traitement égal à tous les agents du marché et garantir la transparence des flux de marchandises</p> <p>Mettre en œuvre une politique unique de lutte contre les monopoles dans le secteur</p> <p>Favoriser l'instauration et la régulation de marchés agroalimentaires</p> <p>Créer et entretenir un système public uniforme d'aide à l'information pour les marchés agroalimentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Loi sur les organisations autorégulatrices dans le secteur agraire (syndicats et associations de producteurs agricoles) (en cours d'élaboration) - Loi fédérale n° 100-FZ du 14 juillet 1997 "relative à la réglementation publique de la production agro-industrielle" - Projet de programme d'application spécifique pour la création d'une base de données de référence dans le secteur agro-industriel de la Fédération de Russie pour 2002-2005 (en cours d'élaboration) - Projet de loi "relative aux marchés de gros des denrées alimentaires" (en cours d'élaboration)
Garantir une sécurité alimentaire durable	<p>Mettre en œuvre des mesures pour accélérer la réhabilitation du secteur de la production céréalière, pierre angulaire d'un marché agroalimentaire stable</p> <ul style="list-style-type: none"> - créer un fonds de réserve des assurances pour les produits alimentaires de base - fournir une aide alimentaire à certains territoires situés dans des zones d'urgence alimentaire - favoriser l'approvisionnement en produits alimentaires dans les régions du Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente - instaurer un ensemble de mesures permettant d'acheter des denrées alimentaires pour les réserves publiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Amendements et compléments à la Loi fédérale "sur les marchés publics et la fourniture de produits agricoles, d'intrants et de produits alimentaires pour les besoins de l'État" - Projet de programme fédéral d'application spécifique sur les "Céréales" (en cours d'élaboration) - Loi fédérale n° 100-FZ du 14 juillet 1997 "relative à la réglementation publique de la production agro-industrielle" - Résolution n° 580 du 3 août 2001 du gouvernement de la Fédération de Russie "sur l'approbation de la procédure permettant au Ministère de l'agriculture de créer et d'utiliser des réserves d'intervention de produits agricoles, d'intrants et de produits alimentaires"

Buts et objectifs de la politique	Mesures permettant d'atteindre les buts déclarés et de mettre en œuvre les objectifs de la politique	Cadre juridique
Développer une production agro-industrielle efficace et durable	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une meilleure compétitivité des producteurs nationaux - Développer le système d'assurance dans l'agriculture - Encourager le développement du crédit coopératif - Éliminer l'accumulation de distorsions structurelles en restructurant les entreprises agro-industrielles inefficaces et non rentables - Favoriser la production de semences de qualité supérieure, l'élevage d'animaux à pedigree et l'amélioration des sols - Contribuer à l'instauration de structures intégrées horizontalement et verticalement - Instaurer des normes uniformes dans l'agriculture - Mettre en œuvre des programmes d'application spécifique pour assurer le développement technologique de l'agriculture - Organiser et financer la recherche fondamentale et la recherche appliquée dans le monde agricole - Favoriser les technologies les plus efficaces et les plus économes en énergie - Mettre en place un suivi des résultats de la politique agricole - Promouvoir l'exportation de produits et de technologies russes - Instaurer un système multivoies de financement des dépenses d'équipement - Instaurer un environnement propice à l'investissement privé dans la production agricole et la fabrication de machines et d'équipement agricole, et étendre l'usage du crédit-bail - Mettre en œuvre une politique flexible de tarification douanière pour les marchés des engrais minéraux et des produits chimiques - Concentrer les ressources publiques sur les priorités du développement agro-industriel - Fournir des directives et un soutien organisationnel pour la réforme structurelle et institutionnelle de l'agriculture - Effectuer des contrôles dans ce secteur au niveau national (contrôles vétérinaires et techniques, contrôle de la production de semences de qualité supérieure et de l'élevage d'animaux à pedigree, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de loi "sur les exploitations agricoles individuelles" (nouvelle version) (en cours d'élaboration) - Projet de loi "sur les coopératives d'assurances rurales" (en cours d'élaboration) - Projet de loi "sur les procédures spéciales concernant les sociétés anonymes dans la production agricole" (en cours d'élaboration) - Loi fédérale "sur le crédit coopératif" (en cours d'élaboration) - Élaboration d'une réglementation et d'un système pour l'assurance des récoltes, adoption d'une Résolution du gouvernement "sur l'approbation de subventions du budget fédéral en 2001 pour l'indemnisation partielle des frais d'assurance des récoltes au titre d'accords d'assurance conclus par des producteurs agricoles" - Loi fédérale "sur la Banque agricole russe" (en cours d'élaboration) - Amendements et compléments à la Loi fédérale "sur l'insolvabilité (faillite)" - Amendements à la législation fiscale pour prendre en compte la nature saisonnière de la production agricole - Réglementation révisée de l'emploi des fonds du budget fédéral consacrés aux opérations de crédit-bail dans le secteur agro-industriel (approuvée par la Résolution de la Fédération de Russie n° N XB-Π25-154 du 11 août 1998) - Résolution n° 404 du 22 mai 2001 "sur l'amélioration des activités de crédit-bail dans le secteur agro-industriel" - Loi fédérale n° 132-FZ du 8 août 2001 "sur les amendements et les compléments à la Loi fédérale "sur le budget fédéral de 2001" - Programme fédéral d'application spécifique "sur l'accroissement de la production sucrière dans la Fédération de Russie pour 1997-2000 et pour la période allant jusqu'en 2005" - Programme fédéral d'application spécifique "sur le développement de la production de filasse de lin en Russie pour 1996-2001" - Programme fédéral d'application spécifique "sur la stabilisation et le développement de l'ingénierie et de l'équipement du secteur agro-industriel pour 2002-2007" (en cours d'élaboration)

Buts et objectifs de la politique	Mesures permettant d'atteindre les buts déclarés et de mettre en œuvre les objectifs de la politique	Cadre juridique
Augmenter le niveau des revenus et améliorer les conditions de travail de la population rurale	<ul style="list-style-type: none"> - Instaurer les conditions nécessaires à la création de revenus dans l'agriculture dont les niveaux correspondent à d'autres secteurs de l'économie - Développer l'emploi non agricole dans les zones rurales, offrir des mises à niveau pour préparer les employés, consulter la population locale sur la création d'entreprises non agricoles, instaurer des conditions favorables et faciliter la procédure pour la création de petites entreprises dans les zones rurales - Exempter les exploitations agricoles des charges afférentes aux infrastructures sociales et techniques - Assurer le développement social des villages ruraux: soutien public au logement dans les zones rurales, développement d'un réseau d'établissements sanitaires ruraux, création d'établissements d'enseignement général, approvisionnement en gaz et en électricité, développement du réseau routier dans les zones rurales - Soutien au fonctionnement des exploitations agricoles privées 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien législatif aux questions de développement des infrastructures sociales dans les zones rurales - Élaboration d'un cadre réglementaire et juridique pour promouvoir les exploitations agricoles privées - Programme fédéral d'application spécifique "sur le développement social des zones rurales pour 2002-2010" - Adoption et mise en œuvre en 2001 d'une liste de mesures dans le cadre du Programme fédéral d'application spécifique "pour l'amélioration des conditions de travail et la protection du travail pour 1998-2001" - Projet de "Programme de développement de la formation professionnelle, du recyclage et de la mise à niveau des employés du secteur agro-industriel jusqu'en 2005" (en cours d'élaboration)
Préserver les ressources naturelles servant à la production	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôler les technologies employées en production agricole pour réduire leur incidence sur l'environnement, développer le système de délimitation de zones agraires et élaborer un système de normes fixant des plafonds - Mettre en place un système garantissant des produits aussi écologiques que possible à tous les stades de la chaîne alimentaire - Contrôler les denrées alimentaires génétiquement modifiées et leurs ingrédients qui entrent sur le territoire de la Fédération de Russie - Harmoniser les normes sanitaires et phytosanitaires russes avec les normes internationales et renforcer le contrôle écologique 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de programme fédéral d'application spécifique "sur l'amélioration de la fertilité des sols pour 2002-2010" (en cours d'élaboration) - Programme fédéral d'application spécifique "sur l'amélioration de la productivité des sols en Russie pour 1992-2001" - Projet de résolution du gouvernement de la Fédération de Russie "sur l'adoption de critères normalisés pour le contrôle public d'indicateurs du niveau de productivité des sols agraires" (en cours d'élaboration) - Projet de résolution du gouvernement de la Fédération de Russie "sur l'adoption d'une réglementation visant à renforcer les mesures phytosanitaires pour protéger les végétaux contre la contamination par des parasites, des maladies ou des mauvaises herbes dangereux ou particulièrement dangereux dans la Fédération de Russie" (en cours d'élaboration)

Buts et objectifs de la politique	Mesures permettant d'atteindre les buts déclarés et de mettre en œuvre les objectifs de la politique	Cadre juridique
S'intégrer dans la production agricole et les marchés alimentaires mondiaux	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'investissement étranger dans le secteur agroalimentaire - Instaurer un système de certification des produits agroalimentaires aussi proche que possible des normes internationales - Harmoniser dans toute la mesure du possible la politique agricole avec celle des autres pays de la CEI dans le contexte de la création d'un marché agricole commun - Orienter les missions diplomatiques et commerciales de l'État à l'étranger vers l'adoption de technologies de pointe et la recherche de nouveaux marchés pour les produits russes 	<ul style="list-style-type: none"> - "Code foncier de la Fédération de Russie" - Projet de loi fédérale sur la certification - Accession à l'OMC - Coopération régionale et accords pertinents - Coopération avec les organisations internationales normatives pertinentes
Améliorer la législation foncière	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer des principes généraux de politique foncière dans l'agriculture - Tenir un registre foncier national - Introduire un système uniforme d'enregistrement des biens immobiliers 	<ul style="list-style-type: none"> - "Code foncier de la Fédération de Russie" - Loi fédérale "sur la réglementation publique et les particularités d'un usage commercial limité des terrains agricoles" (en cours d'élaboration)